



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Mercosur

La perspective d'une signature rapide de l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Mercosur – Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay et Bolivie – a rallumé la colère du monde agricole en Europe et en France. Négocié dans une totale opacité par la commission européenne au nom des 27 États de l'UE, il s'inscrit dans la longue liste d'accords de « libéralisation » du commerce où l'Union est engagée, sans d'ailleurs trop de réussite (TAFTA au point mort, CETA ratifié par seulement 17 États)

Même si il y a d'autres raisons à la mobilisation agricole en cours – certaines pas très avouables : remise en cause des normes environnementales – l'inquiétude des producteurs européens est justifiée devant l'entrée possible chaque année de denrées agricoles (bœuf, porc, volailles, sucre, mais aussi riz et miel) exonérées de droits de douane et produites dans des conditions sociales et environnementales dérogatoires aux normes européennes (hormones et antibiotiques pour l'élevage, pesticides interdits) à des coûts très inférieurs aux coûts de production européens. Les volumes prévus, très inférieurs à ce que produit l'UE (l'Europe), suffiraient à déstabiliser les marchés agricoles du continent, déjà mis à mal par la guerre en Ukraine. .

Mais la protestation du syndicalisme majoritaire serait plus crédible si le système agro-alimentaire qu'il soutient n'était pas le premier à importer d'Amérique du Sud du soja OGM arrosé au glyphosate pour nourrir le bétail chez nous. Ce sont les mêmes qui pleurent contre les droits de douane sur les exportations de cochons envisagés par la Chine ! Le productivisme a ses limites ! C'est d'un autre modèle agricole et alimentaire, plus autonome et plus économe, écologique et garantissant un revenu agricole décent, dont nous avons besoin d'urgence !

Du nouveau pour la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA)



Le 15 octobre, 13 député-es appartenant aux 4 groupes du Nouveau Front Populaire ont déposé une proposition de loi d'expérimentation « vers l'instauration d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation ». Cette proposition reprend les 3 piliers posés par le Collectif pour une SSA – lequel regroupe désormais plus de 30 organisations (syndicats, associations, collectifs) :

- universalité d'un droit à une alimentation choisie, saine et de qualité par le versement d'une égale allocation à toutes et tous,
- solidarité via une cotisation à des caisses locales dédiées,
- conventionnement démocratique des produits, producteurs et distributeurs de denrées alimentaires éligibles.

Elle prévoit de mener, pour une durée de 5 ans, 30 expérimentations sur 20 territoires au plus. Le dispositif s'appuie sur la création de **caisses primaires de l'alimentation** permettant à toute personne y cotisant de percevoir une allocation pour acheter des produits alimentaires conventionnés.

Un financement tripartite serait mis en place : État via un fonds national d'expérimentation, collectivités locales concernées, citoyen-nes cotisant-es. La ges-

tion démocratique de l'expérimentation reposerait, d'une part, sur la création d'une association nationale chargée de gérer le fonds national, de lancer les appels à candidatures pour les expérimentations locales, de sélectionner les candidats sur la base d'un cahier des charges et d'évaluer les résultats. D'autre part, sur la mise en place localement d'un « **parlement alimentaire** » comportant au moins la moitié de citoyen-nes cotisant à la caisse primaire de l'alimentation ; lequel parlement alimentaire désignerait les membres du comité local d'animation chargé d'administrer ladite caisse.

Cette proposition de loi ne règle pas tout. Le caractère volontaire de l'adhésion des citoyen-nes aux caisses primaires pourrait limiter la portée du dispositif et l'État y tiendrait un rôle qui réduit le pouvoir d'agir des cotisants contrairement aux expériences locales en cours.

Mais elle présente l'intérêt de poser les enjeux alimentaires, agricoles et environnementaux au grand jour : dans l'exposé des motifs, les auteurs et autrices de la proposition rappellent qu'en France, un agriculteur sur cinq vit au dessous du seuil de pauvreté. 37 % de nos concitoyen-nes se déclarent en précarité alimentaire alors que le droit à l'alimentation est un droit fondamental inscrit dans la Déclaration universelle des droits humains de 1948. 8 millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire, chiffre qui a triplé en 10 ans.

La proposition de loi constitue bien un « levier pour la création de nouveaux droits sociaux », un pas vers l'extension du domaine de la Sécurité Sociale.

Mobilisons-nous contre les violences faites aux femmes !

Toutes et tous dans la rue les 23, 24 et 25 Novembre

Le mouvement MeToo a mis en lumière le fait que les violences sexuelles et sexistes sont une réalité très largement partagée par les femmes, les enfants et les personnes LGBTQIA+ partout dans le monde ([voir la motion adoptée par l'AG d'ENSEMBLE!](#)). Les viols perpétrés sur Gisèle Pelicot, les révélations sur des personnalités médiatiques, démontrent l'imprégnation profonde de la culture du viol.

97,3 % des agresseurs sont des hommes. En 2024, la violence patriarcale s'exerce partout, au sein des maisons, sur les lieux de travail ou d'étude, dans la rue, dans les transports... L'élection de Trump, la progression de l'extrême droite en Europe sont un grave danger pour les femmes. La parole masculiniste se libère sur les réseaux sociaux.

Rappelons que les violences sexuelles et sexistes sont un continuum, qu'elles s'exercent dans tous les milieux sociaux encore plus sur des personnes déjà victimes de discriminations : femmes victimes de racisme, femmes précarisées, en situation de handicap ... La domination masculine s'exerce aussi par les violences économiques sociales ou conjugales : inégalité salariale, de retraite, d'assurance chômage, temps partiels imposés.... Les plus pauvres et les plus précaires sont les femmes.

La «grande cause du quinquennat» de Macron s'est soldée par le soutien à Depardieu, la diminution des budgets dédiés à l'égalité femmes/hommes, des menaces permanentes de couper les subventions aux associations féministes. Parions que le budget 2025 n'arrangera pas les choses !

Pendant ce temps, les violences et l'impunité des agresseurs persistent, la plupart du temps, les victimes ne sont pas crues,

86 % des plaintes sont classées sans suite... Les différents rapports du Haut Conseil à l'égalité nous alertent sur l'évolution inquiétante du sexisme chez les jeunes.

Il est urgent d'agir, des solutions existent !

Les féministes revendiquent une Loi-cadre intégrale comme en Espagne avec 2,6 milliards d'euros par an nécessaires pour la mettre en œuvre.

Face à un continuum de violences seule une telle loi peut proposer un continuum de mesures : la sensibilisation de la population, l'accompagnement dans l'emploi, la santé, le parcours judiciaire, des sanctions et des suivis socio-judiciaires des agresseurs,...

Sans politique publique à grands moyens et une éducation sexuelle et non-sexiste généralisée à l'école, sans prévention et sans formation, les violences perdureront.



(cliquer pour lire l'appel du 25 novembre)

Les femmes de Gaza : de véritables héroïnes qui se battent pour notre humanité

Dans la guerre génocidaire menée par l'armée coloniale d'Israël contre Gaza, les femmes payent un lourd tribut : plus de 10 000 victimes identifiées, des dizaines de milliers de blessées, parfois amputées, et des milliers arbitrairement incarcérées, dans des conditions dégradantes et subissant des violences sexuelles et des viols.

Les autres, quand elles sont valides, essaient de survivre avec leurs familles, les enfants généralement déscolarisés, leurs maris souvent au chômage. Pendant la journée, elles parcourent de longues distances à pied pour rejoindre les différentes queues de



plusieurs heures pour les besoins essentiels (toilettes, médicaments, points de distribution d'eau et de nourriture quand il y en a). Elles nettoient les tentes en plastique ou en carton qui ne protègent ni du froid hivernal ni de la chaleur estivale. Elles collectent du bois, des papiers pour le feu du lendemain.

Les jours des règles sont très difficiles car il n'y a pas de serviettes hygiéniques.

En fin de journée, malgré la fatigue, elles assurent des cours pour leurs enfants pour suppléer l'absence d'écoles et cultiver l'espoir, malgré la violence de la guerre. Elles sont le pilier de la société gazaouie dans cette guerre coloniale abjecte.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

